

Dossier : les Décodeurs, bienvenue au Ministère de la Vérité

LES DÉCODEURS

VENONS-EN AUX FAITS

« *Mais qui gardera ces gardiens ?* »
Juvénal, *Satires*.

« *Être informé de tout et condamné ainsi à ne rien comprendre, tel est le sort des imbéciles.* »
Georges Bernanos, *La France contre les robots*.

Sous couvert de « vérification par les faits » des discours ambiants, le journalisme tend de plus en plus à asséner une vérité révélée au détriment de la controverse, qui seule permet un débat de qualité. Mais en tuant la controverse, c'est également la presse qu'on assassine...

Popularisée dans les années 1990 outre-atlantique, puis importée en France par des sites comme [Acrimed](#), ou [Arrêt sur Images](#), la vérification par les faits (ou *fact checking*) est une méthode consistant à vérifier l'exactitude des affirmations contenues dans un discours politique. Elle a connu, en France, une recrudescence au début des années 2010, avec notamment l'arrivée de la rubrique « [Desintox](#) » de *Libération*, le « [Véritomètre](#) » de la campagne présidentielle 2012 (i>Télé/OWNI) ainsi que le blog affilié au site du *Monde*, [Les Décodeurs](#). Un blog qui a tout d'abord officié de la fin 2009 au début 2014, moment de la naissance de la rubrique *Décodeurs* directement adossée au service politique du site. Problème : ce blog, qui se

défendait d'être une tribune politique, est devenu, au fil des mois, une véritable institution de la Vérité officielle. Au détriment du pluralisme des opinions.

Manipulations sémantiques, biais idéologiques

La devise affichée par la rubrique du Monde.fr, « *vérifier les déclarations, assertions et rumeurs en tous genres* », laisse croire qu'une certaine impartialité est de mise dans la méthode des journalistes des *Décodeurs*. Mais une lecture attentive de leurs travaux permet de constater que leur science de la rectification, si elle a des thèmes tout à fait variés, se déploie beaucoup plus dans certains domaines que d'autres. Outre les articles techniques portant sur la fiscalité, l'économie ou la gouvernance européenne, qui représentent la toile de fond thématique du site, de très nombreux papiers viennent contredire toute critique de nature populiste à l'encontre du gouvernement actuel ou de l'autorité officielle en général. Ces derniers se donnent en effet pour objectif de faire cesser les « rumeurs » répandues par les réseaux sociaux et les milieux de la « réacosphère ». Mais sur la forme, ces correctifs font l'objet d'une présentation tout sauf neutre et s'appuient sur des manipulations sémantiques peu pertinentes, voire anecdotiques.



Premier exemple : il est de bon ton, pour le journaliste Samuel Laurent, de qualifier les propos d'Éric Zemmour [d'élucubrations](#) lorsque ce dernier s'insurge contre la « théorie du genre ». En cause ? Le fait que l'auteur du *Suicide français*, ait brandi à l'antenne d'i>Télé un document attestant d'un partenariat entre l'Éducation Nationale et la « ligne azur », un service d'écoute téléphonique pour les adolescents qui s'interrogent sur leur orientation sexuelle. [Samuel Laurent](#), bien étrangement, indique dans son article que l'existence de cette ligne téléphonique est avérée. Il admet tout aussi ouvertement que l'usage qui en est fait par l'Éducation Nationale, est, lui aussi, acté (depuis 2009). Pourquoi, dès lors, qualifier les propos de Zemmour d'ineptie ? Pour la simple raison que l'ennemi public numéro un de la pensée unique a puisé son information sur un site jugé peu fréquentable, celui du polémiste Alain Soral. Samuel Laurent estime ainsi que cette source n'est pas « *des plus objectives* » tout en reconnaissant dans le paragraphe suivant la véracité de ses informations. Peut-on, dans ce

contexte, parler de vérification des faits ? Ne faudrait-il pas plutôt parler de procès d'intention maquillé en entreprise de rétablissement de la vérité factuelle ? À cet égard, le livre d'Éric Zemmour a été [interprété](#) selon une grille idéologique manifeste, en le brocardant sur des écarts de chiffres risibles et sans pertinence dans l'économie générale de son propos : par exemple, le nombre avancé par Éric Zemmour de 270 000 mariages mixtes (d'un citoyen français avec un étranger) en 2013 est en réalité de... 231 000. Ce qui remet en cause, à n'en pas douter, l'ensemble de son diagnostic.

Autre sujet sur lequel les *Décodeurs* ont estimé qu'il fallait rétablir une vérité univoque et incontestable : celui du scénario d'une sortie de l'euro. Le jeune journaliste Maxime Vaudano est convaincu d'être suffisamment compétent pour trancher dans ce débat très clivant, n'en déplaît [aux économistes](#) prônant une dissolution de la zone euro. Malgré leur nombre grandissant, et le fait qu'ils comptent dans leurs rangs des économistes reconnus par leurs pairs, et parfois primés, le jeune journaliste considère que les économistes pro-euro constituent malgré tout «*l'immense majorité*». Sans prendre la peine de pondérer cette majorité à l'aune de la justesse de ses prévisions passées. Jacques Sapir s'est attelé à déconstruire cette tribune pro-euro maquillée en institution objective des faits, au mépris de toute controverse existante sur le sujet. L'économiste de l'EHESS, auteur de *La Démondialisation*, [a ainsi estimé](#) que l'article contenait «*des ambiguïtés et des erreurs, parfois si énormes, que l'on se demande s'il ne ressort pas d'une rubrique humoristique* ». Au rang desquelles, l'incapacité, pour la France, de rembourser sa dette publique en cas de sortie de l'euro. Jacques Sapir explique en réalité que le principe juridique prévalant, en la matière, est celui de la «*lex monetae* » : «*un État rembourse dans sa monnaie, du moment qu'il a emprunté dans celle-ci, et peu importe le nom de cette dernière [...] L'Euro, d'ailleurs, n'est pas assimilable à une mesure relevant du droit européen, mais d'un droit particulier de coordination des États membres, ce que vérifie la structure de la Banque Centrale Européenne qui n'a pas supplanté les Banques Centrales des différents États. Il eut suffi au rédacteur de l'article de consulter des juristes qualifiés en la matière, ce qu'il n'a visiblement pas fait.*», ajoute-t-il avec sévérité.

Outre les carences juridiques du rédacteur, c'est surtout son incapacité à saisir le problème comme un débat économique qui s'illustre dans l'article. La part belle y est faite au légalisme aveugle, aux arguments d'autorité qui s'appuient sur des instruments de mesure idéologiquement marqués, et qui œuvrent à fermer le débat plutôt qu'à le prolonger. Débat qui est en outre posé en des termes anxiogènes dès le titre de l'article : «*la sortie de l'euro prônée par le Front National nous ruinerait-elle ?* ». Il y est immédiatement question d'établir la parenté entre l'idée d'une sortie de l'euro et le Front National, et non comme une question relative à une somme de connaissance, ce qu'est l'économie, et donc sujet à la critique et au débat. Et de conditionner cette question à notre ruine probable. Pour répondre à cette question, la parole est donnée à ceux qui sont concernés, enfin ceux d'un bord, uniquement. Institutions européennes et banques privées sont en effet interrogées, mais nulle mention n'est faite des partisans de la sortie de l'euro, comme l'explique Jacques Sapir : «*De cela, les lecteurs du Monde n'en sauront rien, comme ils n'auront pas accès aux différents travaux des partisans d'une sortie de l'Euro* ». Tous les experts sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres.

Une arithmétique des absents

C'est donc aussi ce que le site ne dit pas, dans ses articles, qu'il faut avoir en tête. De même que sa démarche. Par exemple, lorsque Samuel Laurent publie [un article visant à accréditer les chiffres de la police de la Manif pour tous d'octobre dernier](#), il le fait en dépit des protestations de personnes présentes sur les lieux, qui affirment qu'il s'agissait d'une véritable marée humaine : à eux la parole ne sera pas donnée. Et en s'appuyant sur l'expertise d'un seul individu, en dépit des controverses fréquentes sur la diversité des méthodes de comptage. Mais le ministère de la Vérité a parlé, sans s'accommoder outre mesure de la pluralité des ressentis, de la complexité de la question. Trancher, c'est ce à quoi Samuel Laurent et ses confrères aspirent : instituer, établir, affirmer, et non pas donner les éléments de réponse à son lectorat, pour qu'il puisse se faire lui-même sa propre idée.

Il conviendra aussi de remarquer que le site fait des affirmations et agissements des membres de la Manif pour tous l'objet d'une étude privilégiée, mais qu'il sera inutile d'espérer y trouver des articles traitant des groupuscules d'extrême-gauche, fussent-ils violents, comme les « antifas ». Samuel Laurent ne s'est pas non plus évertué à étudier les chiffres fournis par les manifestants d'autres bords politiques, qui présentent souvent là aussi un écart considérable avec ceux de la police.

Pourquoi il n'y a sans doute pas eu 500.000 personnes à la [#manifpourtous](#) dimanche <http://t.co/YgjmRvrHOn> pic.twitter.com/fGQNHdorkL

— Les Décodeurs (@decodeurs) [6 Octobre 2014](#)

Il faudra être bien patient, aussi, pour trouver un quelconque article « décodant » de cette manière les affirmations d'un Aymeric Caron ou d'un Jean-Michel Apathie : considère-t-on, en dépit de toutes les apparences, que leur discours est apolitique ? On remarque par ailleurs que les grands « absents » de la critique des *Décodeurs* ne sont pas tant les figures d'une grande famille politique que celles de l'idéologie médiatiquement dominante. Tout ce qui est eurolâtre, libéral et libertaire n'est pas questionné. Et quand ils sont égratignés, c'est pour avoir fait preuve d'un manque de zèle dans l'application du vaste, et obligatoire programme égalitariste, comme le titre de cet article sur [« la lente féminisation de la commission européenne »](#) l'illustre bien. On voit bien comment cette proposition rhétorique vise à démontrer que la nécessité de la « féminisation » ne se discute pas : c'est un postulat de départ.

Dans le domaine international, *les Décodeurs* appliquent tout aussi consciencieusement cette ligne de conduite de la vérification choisie et orientée. Ils auront ainsi manqué de très nombreuses occasions de mettre en lumière les nombreux bidonnages relevant de la propagande de guerre anti-russe qui a cours dans les médias français depuis la fin 2013. Les fonctionnaires du Ministère de la Vérité n'ont pas estimé nécessaire de les soumettre à l'examen : sûrement parce que les manipulations sémantiques triviales ne suffisent pas à arranger des faits décidément bien têtus. La Vérité des *Décodeurs* est avant tout celle qui peut s'insérer dans un certain récit médiatique, dont la composition relève avant tout de l'effacement pur et simple des faits contradictoires.

La mort de la controverse

Ce qui semble se cacher, derrière cette volonté d'établir une vérité unique, monolithique, pour ainsi dire incontestable, c'est une entreprise même de déconstruction, et de destruction, du goût français pour la controverse. Des lignes de tensions, de fractures, de clivages, qui investissent tout débat. D'annuler aussi l'importance de l'intuition, du ressenti, au profit de l'objectivité axiomatique, en réalité dogmatique. Dans le but d'établir, en somme, un consensus éclairé, providentiel : une vérité révélée. C'est ce que l'historien et sociologue américain Christopher Lasch appelait « *l'art perdu de la controverse* ». Car ce n'est pas tant sur la prétention à tordre les faits pour les insérer dans une vision du monde pré-établie qu'il faut porter la critique aux *Décodeurs* et, plus généralement au *fact checking*. Mais contre cette volonté qu'il a de présenter cette entreprise, bien évidemment partisane, en processus scientifique, infaillible, axiologiquement neutre alors qu'elle est politiquement orienté.

Dans son ouvrage intitulé *La révolte des élites ou la trahison de la démocratie*, paru en 1994, Christopher Lasch explique que le XIX^{ème} siècle a constitué l'apogée de la presse ouvertement partisane et polémique. A l'époque les journalistes refusaient d'adhérer à un idéal d'objectivité et de neutralité qu'ils jugeaient fallacieux. C'est pourtant à cette époque que la presse a le plus passionné le peuple américain. Le début de l'âge d'or de la presse écrite, en France, se situe aussi à la toute fin du siècle où se sont illustrés Balzac, Hugo ou Zola. « *La presse du XIXème siècle a créé un forum ouvert à tous où l'on disputait avec chaleur des problèmes. Non seulement les journaux rendaient compte des controverses politiques, mais ils y prenaient part, et y entraînant aussi leurs lecteurs.* » écrit Christopher Lasch. Mais la professionnalisation du journalisme a tué l'idée d'un journalisme vivant, orienté, pourquoi pas de mauvaise foi : humain et d'essence populaire. « *Le déclin de la presse partisane et l'avènement d'un nouveau type de journalisme qui professe des normes rigoureuses d'objectivité ne nous assurent pas un apport constant d'informations utilisables. Si l'information n'est pas produite par un débat public soutenu, elle sera pour l'essentiel au mieux dépourvue de pertinence, et au pire trompeuse et manipulatrice. De plus en plus, l'information est produite par des gens qui désirent promouvoir quelque chose – un produit, une cause, un candidat ou un élu – sans s'en remettre pour cela à ses qualités intrinsèques ni en faire explicitement la réclame en avouant qu'ils y ont un intérêt personnel* », ajoute Lasch au terme d'une analyse brillante et prophétique. Ceci explique, d'un même coup, le désintérêt paradoxal mais croissant de la population pour les médias, ainsi que son degré très faible de connaissance de l'actualité et des enjeux majeurs de son temps. Quand les informations ont pour but de couper court au débat, plutôt qu'à l'introduire, de fournir des réponses pré-conçues, au lieu de donner des outils pour voir le monde, il n'est alors pas étonnant qu'elles perdent toute pertinence et qu'elles deviennent un simple bien marchand. « *Quand le débat devient un art dont on a perdu le secret, l'information aura beau être aussi facilement accessible que l'on voudra, elle ne laissera aucune marque. Ce que demande la démocratie, c'est un débat public vigoureux, et non de l'information. Bien sûr, elle a également besoin d'information, mais le type d'information dont elle a besoin ne peut être produit que par le débat. Nous ne savons pas quelles choses nous avons besoin de savoir tant que nous n'avons pas posé les bonnes questions, et nous ne pouvons poser les bonnes questions qu'en soumettant nos idées sur le monde à l'épreuve de la controverse publique* » explique à cet égard Christopher Lasch.

On conseillera**it** bien aux journalistes des *Décodeurs* la lecture d'un tel ouvrage. De même que la relecture attentive du chef d'œuvre de George Orwell, *1984*, qui dans la description de son effrayant Ministère de la Vérité, semble avoir perçu les prémices de cette dérive autoritariste et élitiste du *fact checking*. On redoute malheureusement que leur temps de lecture soit tout entier dévoué à l'épluchage de données statistiques officielles, ou de rapports économiques rédigés sous l'influence de leurs employeurs...

«Les vérificateurs» France 2, seriously ? Mais où allez-vous chercher ça ? [#innovation](#)
[#originalité](#) [#jusqualatypo](#) pic.twitter.com/SEKvAdLLc

— Samuel Laurent (@samuellaurent) [2 Octobre 2014](#)

Voir aussi : [Détenus d'origine étrangère : Le Monde joue avec les mots](#)